



CITÉ DE LA MUSIQUE  
PHILHARMONIE DE PARIS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**LOCATION ET INSTALLATION D'UN SYSTEME  
D'AUDIOGUIDE POUR L'EXPOSITION TEMPORAIRE  
« KANDINSKY »**

Pouvoir adjudicateur :

**Cité de la musique – Philharmonie de Paris, Etablissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial**

**Représenté par Monsieur Olivier Mantei, Directeur général**

221 Avenue Jean Jaurès  
75935 PARIS Cedex 19

SIRET N° 391 718 970 00026

Code APE 9004Z

TVA IC FR79391718970

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Site internet : <https://philharmoniedeparis.fr>

# SOMMAIRE

<b>Article 1 – Objet du marché</b>	3
<b>Article 2 – Pièces constitutives du marché</b>	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales	3
<b>Article 3 – Durée et délai d'exécution du marché</b>	4
<b>Article 4 – Définition des prestations attendues</b>	4
<b>Article 5 – Prix des prestations</b>	4
<b>Article 6 – Pénalités de retard</b>	4
<b>Article 7 – Opérations de vérification – Réception</b>	4
<b>Article 8 – Assurances et responsabilité</b>	5
8.1 Assurance responsabilité civile professionnelle	5
8.2 Attestation d'assurance	5
<b>Article 9 – Modalité de règlement des prestations</b>	5
9.1 Avances	5
9.2 Facturation	5
9.3 Délais et mode de paiement	6
<b>Article 10 – Sous-traitance des prestations</b>	6
<b>Article 11 – Clauses de réexamen</b>	6
11.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	6
11.2 En cas de groupement momentané d'entreprises, remplacement d'un cotraitant	7
<b>Article 12 – Emploi de la langue française</b>	7
<b>Article 13 – Conditions de suspension ou de résiliation</b>	7
13.1 Résiliation pour des raisons de non-conformité administrative	7
13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général – annulation de l'exposition	8
13.3 Résiliation pour cas de force majeure	8
13.4 Résiliation pour faute	8
<b>Article 14 – Litiges et compétence des tribunaux</b>	8

## Article 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location et l'installation d'un système d'audioguide dans le cadre de l'exposition temporaire intitulée « *Kandinsky, La Musique des couleurs* » à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, qui sera présentée du 14 octobre 2025 au 1<sup>er</sup> février 2026.

Plus précisément, l'objet du marché porte sur :

- La location des appareils d'écoute et de l'ensemble des équipements nécessaires à la mise en œuvre du dispositif ;
- L'installation et le démontage de tous ces équipements ;
- L'intégration des contenus et les réglages du dispositif.

Les prestations confiées au titulaire par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## Article 2 – Pièces constitutives du marché

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous, le titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

### 2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, complété daté et signé, avec le cachet de l'entreprise, le nom lisible du signataire et sa qualité (joindre les pouvoirs et délégations permettant d'agir à cet effet) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), annexée à l'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes :
  - Carnet graphique ;
  - Plan Kandinsky ;
- L'offre technique du ou des titulaire(s) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

### 2.2 Pièces générales

- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G/F.C.S.)** tel que fixé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Ce document n'est pas matériellement joint aux pièces du marché mais il est disponible sur le site Internet Légifrance à l'adresse suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

### **Article 3 – Durée et délai d'exécution du marché**

La durée et les délais d'exécution sont indiqués à l'acte d'engagement.

### **Article 4 – Définition des prestations attendues**

Les prestations attendues sont définies au CCTP.

### **Article 5 – Prix des prestations**

Le mode de rémunération des prestations et la forme des prix sont définis à l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire des prestations objet du présent marché est définitif et ferme.

Les prix unitaires des prestations objet du présent marché sont actualisables sur la base de l'index

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, le prix est actualisé, sur la base de l'index BToAII – A38 JA – Edition, audiovisuel et diffusion<sup>1</sup> et selon la formule qui suit, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

La date de fixation du prix dans l'offre correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire ou, en cas de négociation, à la date de remise de l'offre finale.

Le prix des prestations est, le cas échéant, actualisé selon la formule suivante :

Prix actualisé = prix initial x (index BToAII à la date du début d'exécution des prestations – 3 mois) / index BToAII à la date fixation du prix dans l'offre.

### **Article 6 – Pénalités de retard**

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

### **Article 7 – Opérations de vérification – Réception**

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives des fournitures et services fournis par le titulaire sont régies par les dispositions des articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

A l'issue des vérifications, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

---

<sup>1</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766637>

## **Article 8 – Assurances et responsabilité**

### **8.1 Assurance responsabilité civile professionnelle**

Le titulaire, et, en cas de groupement, chacun des co-traitants, souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il aurait souscrites.

### **8.2 Attestation d'assurance**

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, à souscrire toutes polices supplémentaires nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

## **Article 9 – Modalité de règlement des prestations**

### **9.1 Avances**

Conformément à l'article R 2191-5 du code de la commande publique, il est prévu le versement d'une avance, dans les conditions qui suivent.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance est versée et remboursée dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

### **9.2 Facturation**

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique dans les conditions prévues aux articles D 2192-1, D 2191-2 et R 2192-3 du code de la commande publique.

Les modalités de transmission des factures sont précisées à l'acte d'engagement.

### 9.3 Délais et mode de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du code de la commande publique, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris procède au règlement des demandes de paiement du titulaire, adressées dans les conditions prévues à l'article 11.2 ci-dessus, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et des pièces justificatives.

Les paiements sont effectués par virement, sur les comptes bancaires dont les références figurent à l'acte d'engagement.

### **Article 10 – Sous-traitance des prestations**

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les conditions et les modalités prévues par les articles R 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

La sous-traitance n'étant pas admise dans le cadre des marchés de fourniture, elle se limiterait au cas d'espèce à l'installation uniquement.

### **Article 11 – Clauses de réexamen**

En complément des clauses permettant la modification du marché incluses dans d'autres stipulations du marché, sont prévues, en application des articles L 2194-1, R 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes.

#### **11.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

En application de l'article R 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire initial peut proposer à la Cité de la musique – Philharmonie sa substitution pour l'exécution du marché par un nouveau titulaire dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession du marché à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

Cette substitution ne peut entraîner aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution du titulaire initial (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires, etc.). Le nouveau titulaire reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du titulaire initial résultant du marché à la date de prise d'effet de la substitution.

Pour être accepté par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché et ne doit relever d'aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation des marchés visés par les articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique.

A cet effet, le nouveau titulaire remet l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de la consultation du marché pour l'analyse des candidatures, ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique prévus par les articles R. 2143-6 à R 2143-10 du code de la commande publique.

En cas d'acceptation par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, un avenant de transfert est conclu à l'effet d'acter cette substitution.

### **11.2 En cas de groupement momentané d'entreprises, remplacement d'un cotraitant**

En cas de groupement momentané d'entreprises le remplacement de l'un de ses membres peut également intervenir pour l'une des hypothèses visées ci-dessus au paragraphe 13.1.1.

Les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie des prestations du cotraitant remplacé. Cette répartition donne lieu, en cas d'acceptation de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, à la conclusion d'un avenant actant cette modification.

Les cotraitants membres du groupement peuvent également convenir de substituer le cotraitant initial par un tiers, lequel reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du marché à la date de prise d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 13.1.1 ci-dessus. En cas d'acceptation par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, un avenant de transfert est conclu à l'effet d'acter cette substitution.

## **Article 12 – Emploi de la langue française**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent marché.

## **Article 13 – Conditions de suspension ou de résiliation**

### **13.1 Résiliation pour des raisons de non-conformité administrative**

En application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique (CCP), lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif.

### 13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général – annulation de l'exposition

Pour la préservation de l'intérêt général, il est convenu que la Cité de la musique – Philharmonie de Paris pourra mettre fin de façon anticipée au présent contrat. Elle en informera le contractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Le contrat prendra fin 5 jours calendaires à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Dans l'hypothèse d'une telle résiliation pour motif d'intérêt général, une indemnité forfaitaire, égale à 5% du montant global de la rémunération visée à l'acte d'engagement sera versée au contractant, exclusive de tout autre indemnité, à quelque titre que ce soit.

En toute hypothèse, les sommes déjà versées au contractant lui seront définitivement acquises. La Cité de la musique – Philharmonie de Paris remboursera, sur présentation de justificatifs, les dépenses directes que le contractant aura engagées en vue de l'exécution du présent marché.

### 13.3 Résiliation pour cas de force majeure

En cas de force majeure telle que définie par l'article 1218 du Code civil empêchant l'une des parties d'exécuter définitivement les obligations à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résilié de plein droit sans que cela n'entraîne le versement d'une quelconque indemnité. Toutefois, les sommes qui auraient été déjà engagées par le titulaire avant la résiliation du présent contrat lui seront remboursées sur présentation de justificatifs acceptés par la Philharmonie.

Dans l'hypothèse où l'exposition ne pourrait avoir lieu en raison d'une fermeture de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris décidée par les pouvoirs publics français, les parties au présent contrat appliqueront le dispositif stipulé au paragraphe ci-dessus relatif à la force majeure.

### 13.4 Résiliation pour faute

La décision de résilier le marché peut être prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de mesures coercitives lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées et dans les cas énumérés à l'article 40.1 du CCAG / FCS de 2021. Il ne sera pas alors payé d'indemnité. Le cas échéant, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire.

## **Article 14 – Litiges et compétence des tribunaux**

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord sera soumise à la juridiction administrative de Paris.